



ASSEMBLEE PLENIERE DU CONSEIL REGIONAL

JUIN 2017

Rapport /DAF/2017/

objet : Compte Administratif de la Région pour l'exercice 2016

Le Compte Administratif de la Région pour l'exercice 2016, qui est présenté à votre approbation, est la traduction budgétaire du bilan d'activités de notre collectivité pour l'exercice 2016.

Il comprend :

- la prévision 2016 en dépenses et recettes, constituée par le Budget Primitif amendé par trois Décisions Modificatives (dont une technique portant uniquement sur des écritures d'ordre) et un Budget Supplémentaire,
- l'état des réalisations au 31 décembre 2016 de ces prévisions,
- le résultat de l'exercice déterminé selon les règles de l'instruction budgétaire et comptable M71,
- les propositions de reports en dépenses et en recettes sur l'exercice 2017,
- des annexes fournissant des éléments d'information utiles pour la compréhension de la situation financière de notre collectivité.

La présentation ci-après, hors calcul du résultat, est faite **en mouvements réels**, c'est-à-dire hors mouvements d'ordre qui sont des écritures uniquement internes au budget et équilibrées en dépenses et recettes.

Elle concerne essentiellement le budget principal. Les budgets annexes et budgets autonomes sont exposés dans la présentation technique ci-jointe.

En grandes masses et en mouvements réels, les réalisations sont les suivantes :

- les engagements comptables (COMPerm) pris en 2016 s'élèvent à 545,5 M€, soit un taux de réalisation des prévisions budgétaires de 92,6%, en baisse globalement de 13,2 % par rapport à l'exercice 2015,

	prévisions	eng. compt.	2015	e/prév.	struct.	évol.
fonctionnement	302 954 587,48	288 598 624,98	278 806 674,26	95,3%	52,9%	3,5%
investissement	286 204 300,66	256 995 416,40	349 452 637,37	89,8%	47,1%	-26,5%
total	589 158 888,14	545 594 041,38	628 259 311,63	92,6%	100%	-13,2%

- en dépenses, les mandatements s'élèvent à 1 348,0 M€, soit un taux de réalisation des prévisions budgétaires de 94,4% et une augmentation de 9,5% par rapport à 2015,

	prévisions	mandatements	2015	m/prév.	struct.	évol.
fonctionnement	436 329 494,94	414 791 646,08	395 197 413,16	95,1%	30,8%	5,0%
investissement	991 694 633,22	933 276 011,76	836 403 536,67	94,1%	69,2%	11,6%
total	1 428 024 128,16	1 348 067 657,84	1 231 600 949,83	94,4%	100,0%	9,5%

- en recettes, les titres émis s'élèvent à 1 377,0 M€, soit un taux de réalisation des prévisions budgétaires de 96,4 % et une progression de 14,3% par rapport à 2015,

	prévisions	titres émis	2015	r/prév.	struct.	évol.
fonctionnement	538 054 832,00	509 388 216,66	560 089 281,86	94,7%	37,0%	-9,1%
investissement	889 969 296,16	867 634 587,94	644 580 057,80	97,5%	63,0%	34,6%
total	1 428 024 128,16	1 377 022 804,60	1 204 669 339,66	96,4%	100,0%	14,3%

Les enseignements qui peuvent être dégagés de ce Compte Administratif sont les suivants :

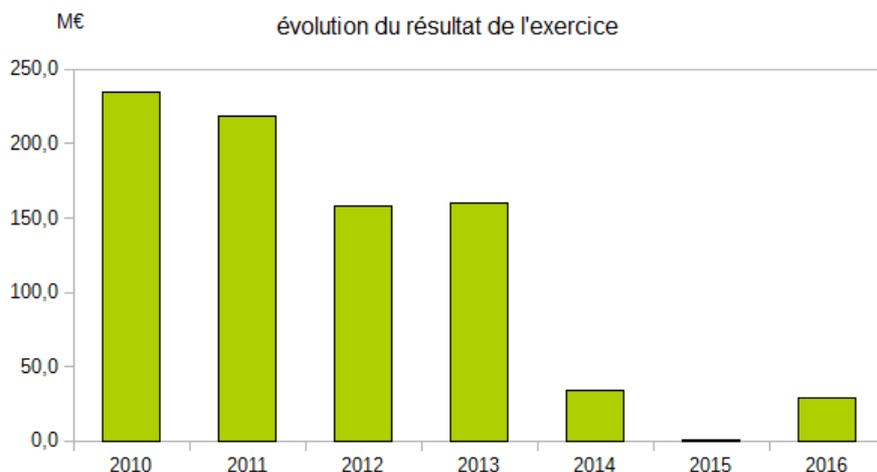
un résultat positif de 28,955 M€, niveau prenant en compte une mobilisation importante des emprunts

Avec la nomenclature budgétaire et comptable M71, le résultat se calcule section par section (différence entre les émissions de titres de recettes et de mandats de dépenses) en intégrant le résultat reporté de l'exercice précédent ainsi que les restes à réaliser de la seule section d'investissement.

Les étapes de ce calcul sont décrites dans la présentation technique ci-après et se caractérisent principalement dans leurs grandes masses par :

- un résultat de la section de fonctionnement au solde excédentaire de (+) 100,77 M€,
- un solde réglementaire de la section d'investissement déficitaire de (-) 71,82 M€,
- une mobilisation de l'emprunt pour le financement de la NRL.

Sur ces bases, le résultat de l'exercice 2016, s'élève à 28,955 M€ contre 0,728 M€ en 2015.



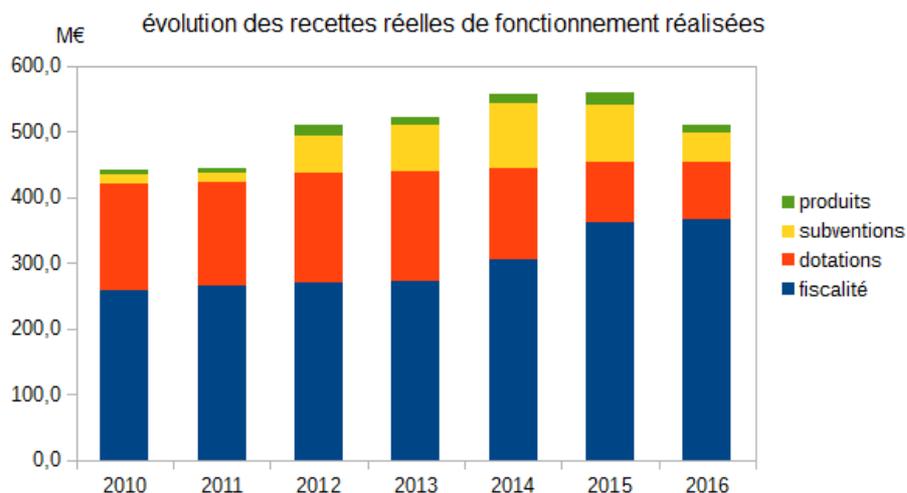
Après prise en compte des restes à réaliser en section d'investissement en recettes, le résultat cumulé est de 36 M€ contre 27 M€ en 2015.

L'affectation de ce résultat se fera pour partie en financement 2017 de la NRL, pour le solde à la section de fonctionnement.

une baisse globale des recettes de fonctionnement liée à la baisse des recettes de transfert (subventions et dotations Etat)

Les recettes réelles de fonctionnement, se composent de produit récurrents : recettes fiscales, dotations versées par l'État, produits de gestion mais également de recettes ponctuelles provenant de subventions diverses.

Les prévisions de recettes réelles de fonctionnement 2016 s'élèvent à 538,0 M€ dont 68% de recettes fiscales, 16% de dotations de l'État, 14% de subventions et 2% de produits divers.



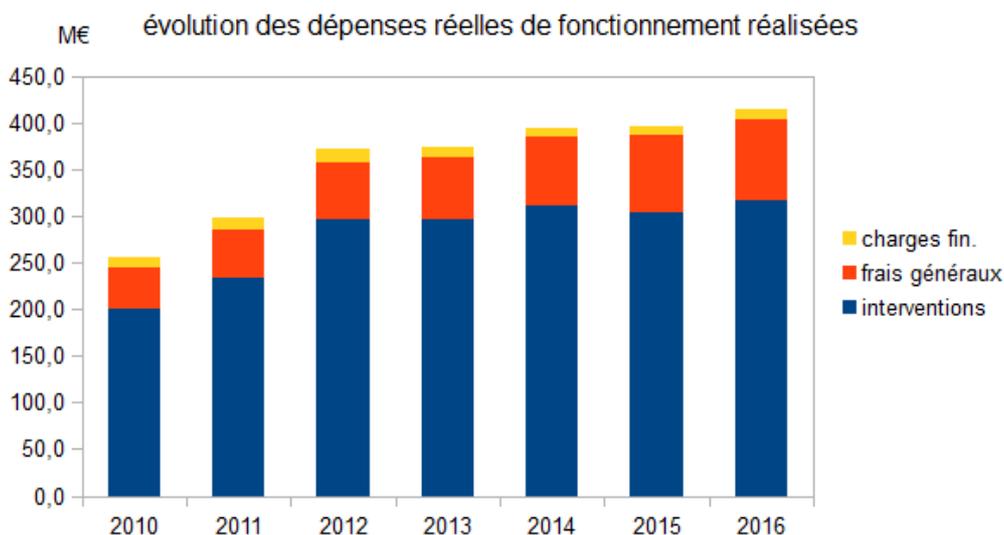
Les réalisations s'élèvent à 509,3 M€ soit un taux de réalisation de 94,7%, en baisse de 9,1% par rapport à 2015.

Cette baisse s'explique par la contribution demandée par l'État pour le rétablissement des comptes publics (3,795 M€ en 2016) ainsi que par la baisse des subventions (FSE) versées par l'Europe. Ainsi, l'année 2016 est celle qui a enregistré les conséquences de la césure entre les deux Programmes Opérationnels FSE 2007/2013 et 2014/2020 ; avec une diminution de 57 % de ce remboursement des dépenses FSE, le rôle de préfinancier joué par la Région a un impact direct sur l'équilibre global de son budget. De même, le soutien de la Région Réunion au Plan 500 000 formations se mesure à l'effort de préfinancement demandé par l'État, car seul un tiers de la subvention aura été versé à la clôture de l'exercice 2016. Un effort de même nature est demandé pour le Fonds de Sécurisation des Parcours Professionnels (FPSP).

Enfin, il est rappelé qu'à l'exception de la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules, il n'a été procédé à aucune autre augmentation de taux de fiscalité locale indirecte en 2016. En raison du décalage dans la mise en application de cette mesure, ce sera le budget 2017 qui en enregistrera le bénéfice.

une augmentation des dépenses globales de fonctionnement réalisées en 2016 par rapport à celles de l'exercice 2015

En mouvements réels, les prévisions de dépenses de fonctionnement s'élèvent à 436,3 M€.



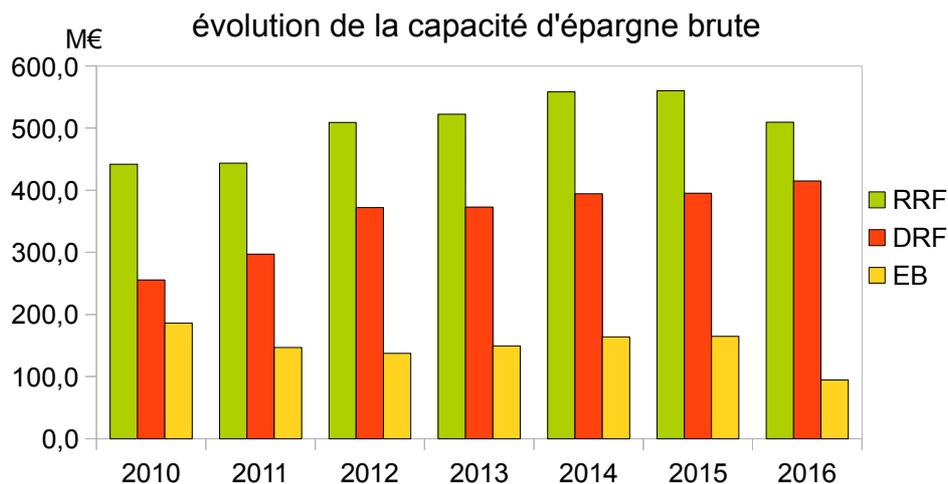
Sur ce montant, les dépenses d'intervention ventilées dans une grande fonction (formation, enseignement, ...) représentent 76%, les services généraux de l'institution 21% et les intérêts de la dette et provisions diverses 3%.

Les mandatements s'élèvent à 414,7 M€ soit un taux de réalisation de 95,1 %.

Par rapport à 2015, les dépenses réelles de fonctionnement progressent de 5,0%.

un niveau d'épargne brute de 94,6 M€, en baisse en raison de la perte de recettes de fonctionnement (dotations Etat, FSE)

L'épargne brute est constituée du surplus de recettes de fonctionnement par rapport aux dépenses de fonctionnement. Elle est destinée à participer au financement des dépenses d'investissement.



Ainsi calculée à partir des réalisations en mouvements réels, l'épargne brute dégagée en 2016 s'élève à 94,6 M€ contre 164,9 M€ en 2015. Elle représente 19% des recettes réelles de fonctionnement.

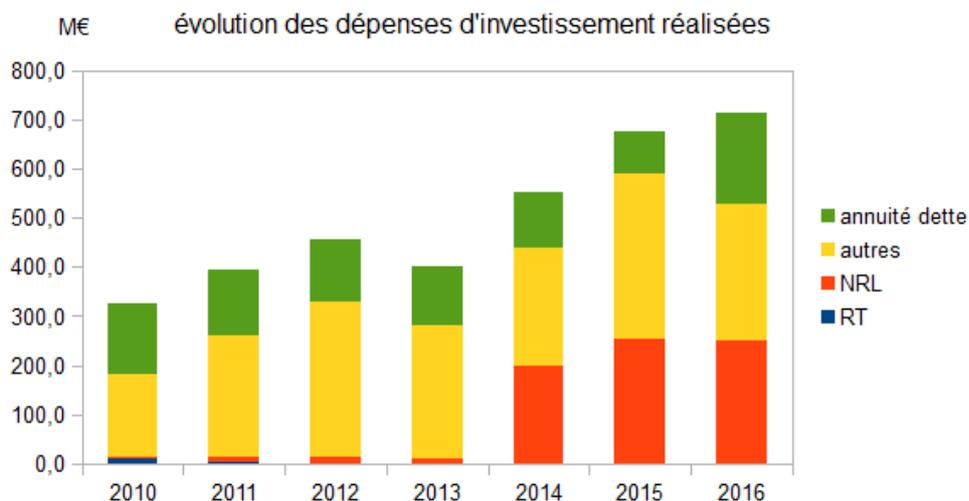
Le montant d'épargne brute dégagée en 2016 résulte d'un double mouvement : baisse des recettes de transfert (dotations Etat et subventions FSE en provenance de l'Europe) et pression des dépenses d'intervention en Formation professionnelle, Education et Transport. Ainsi, alors que les dotations et subventions ont subi une diminution notable de 26,4 %, les trois domaines de compétences ci-dessus mentionnés (qui représentent 60 % du total des dépenses réelles de la collectivité) se sont accrus de 7 %.

A titre de référence, l'épargne brute de la tranche 2016 de la trajectoire d'équilibre présentée en 2012 s'élève à 159,2 M€. Cette tranche n'intégrait pas bien évidemment la baisse des dotations d'État sur les trois dernières années.

un fort niveau d'investissement (69 % des dépenses totales) qui contribue à soutenir la commande publique et l'emploi local

En mouvements réels, les prévisions de dépenses d'investissement s'élèvent à 771,667 M€. Sur ce montant, les dépenses d'équipement représentent 569,704 M€ (74%), et l'annuité normale de remboursement de la dette 32,5 M€ (4,2%), hors opération de gestion active et avance de préfinancement de FCTVA.

Les



mandatements s'élèvent à 713,2 M€ soit 528,2 M€ de dépenses d'équipement et 185,0 M€ d'annuité de dette en capital et autres mouvements de capitaux. Le taux de réalisation est de 92,4 % par rapport à la prévision budgétaire.

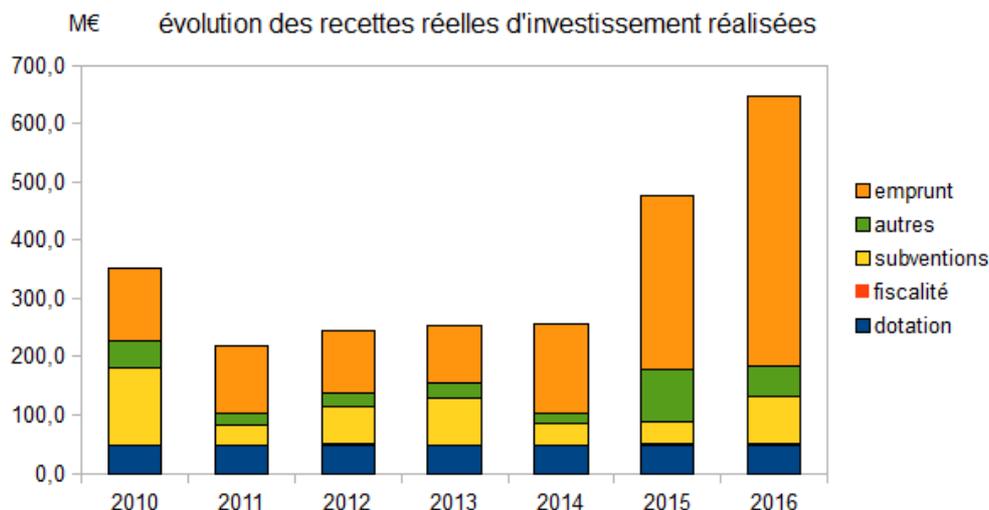
La progression des réalisations par rapport à 2015 (+38,9 M€), s'explique par le mandatement élevé (248,6 M€) pour la construction de la Nouvelle Route du Littoral, les travaux sur le réseau routier régional, sur les bâtiments de la collectivité ainsi que les aides accordées aux communes pour la réhabilitation de leur propre patrimoine.

Le remboursement de la dette et autres mouvements financiers (185 M€) intègre, outre l'annuité de remboursement normale (32,5M€), le remboursement de 19,5 M€ d'une partie de l'avance accordée par la CDC pour le préfinancement du FCTVA, et des mouvements de capitaux (133,0 M€) réalisés dans le cadre d'une opération de gestion active de la dette, sans impact sur l'équilibre budgétaire, car égale en dépenses et recettes.

une progression globale des recettes d'investissement due à celle des subventions encaissées et à celle du recours à l'emprunt

Les recettes d'investissement se composent d'une dotation de l'État pour l'enseignement secondaire, d'une recette Octroi de mer affectée au Fonds Régional pour le Développement Economique, des subventions versées par l'Europe et l'État notamment pour la NRL, de recettes diverses dont le FCTVA ainsi que le résultat affecté en 2016 au financement de la section d'investissement.

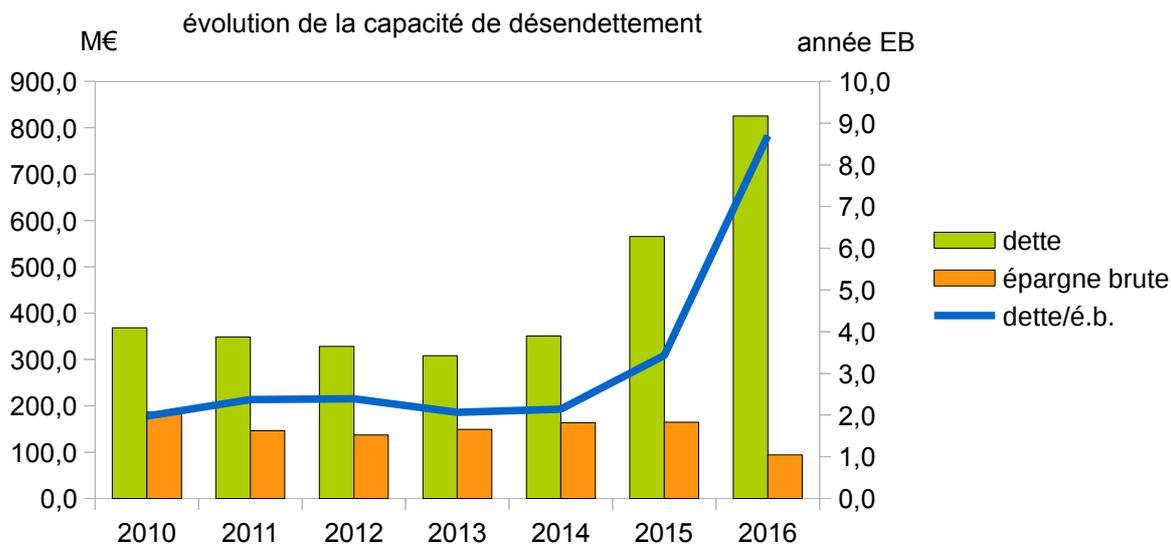
Les prévisions, hors résultat de l'exercice antérieur (220,7 M€) s'élèvent à 669,2 M€. Sur ce montant, les dotations représentent 7 %, les subventions 11 %, les autres recettes (dont FCTVA) 10 % et le recours à l'emprunt (dont l'opération financière) 72 %.



Hors résultat antérieur, les réalisations s'élèvent à 646,8 M€ dont 46,9 M€ de dotations (DRES) soit 7,25 % des recettes totales, 3,0M€ de fiscalité (octroi de mer FRDE) soit 0,48 % des recettes totales, 82,5 M€ de subventions soit 12,76 % des recettes totales, 50,2 M€ de recettes diverses (dont FCVA) soit 7,76 % des recettes totales et 464,1 M€ d'emprunt (dont 133,0 M€ de refinancement) soit 71,75 % des recettes totales.

Le taux de réalisation des prévisions de recettes d'investissement est de 96,7 %. Compte tenu du montant réel de l'emprunt, soit 331,11 M€, l'endettement de la collectivité à fin 2016 s'élève à 825,3 M€ soit un taux d'endettement de 8,7 % (hors remboursement à la CDC du préfinancement de la TVA).

Afin d'apprécier le niveau d'endettement d'une collectivité, le tableau ci-dessous présente l'un des ratios communément utilisé : la capacité dynamique de désendettement qui consiste à rapporter la dette au niveau d'épargne brute dégagée.



A fin 2016, le ratio pour la Région Réunion est de 8,7 années d'épargne brute contre 3,4 années en fin 2015 ; pour l'ensemble des régions de France, ce ratio de

désendettement a été de 5,2 années en 2015.

Pour information, cette capacité de désendettement 2016, qui est à évaluer au regard de la baisse conjoncturelle des dotations d'État sur les trois dernières années, voire pour l'avenir, le lissage des remboursements de l'État notamment sur les opérations ponctuelles à son initiative et les décalages de subventions du FSE, fait l'objet d'une analyse rétro-prospective dans le cadre de l'actualisation de la trajectoire d'équilibre de la Région.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer,

Le Président

Compte Administratif de la Région Réunion pour l'exercice 2016

Présentation technique

Le budget de la Région comprend un budget principal, deux budgets annexes et deux budgets autonomes qui seront détaillés selon le plan ci-après :

BUDGET PRINCIPAL

- 1 - prévisions budgétaires
 - 1.1 – prévisions budgétaires en recettes
 - 1.2 – prévisions budgétaires en dépenses
- 2 - réalisations globales en D et R et détermination du Résultat
 - 2.1 - réalisations globales recettes
 - 2.2 - réalisations globales dépenses
 - 2.3 - détermination du résultat
- 3- les réalisations en D et R en section de Fonctionnement en mouvements réels
 - 3.1 - réalisations dépenses de fonctionnement
 - 3.1.1 - engagement
 - 3.1.2 - mandatement
 - 3.1.3 - restes à réaliser
 - 3.2 - réalisations recettes de fonctionnement et restes à réaliser
- 4 - les réalisations en D et R en section d'Investissement en mouvements réels
 - 4.1 - réalisations dépenses d'investissement
 - 4.1.1 - engagement
 - 4.1.2 - mandatement
 - 4.1.3 - restes à réaliser
 - 4.2 - réalisations recettes d'investissement et restes à réaliser
- 5 - les écritures d'ordre budgétaires
- 6 - équilibre budgétaire et analyse par sous-budget FIRT et autres secteurs
- 7 – rapprochement CA et trajectoire d'équilibre budgétaire

BUDGETS ANNEXES

- production et distribution d'énergie
- intervention sous forme de DSP (musées régionaux)

BUDGET CONSOLIDE (Budget Principal + Budgets annexes)

BUDGETS AUTONOMES

- POE FEDER 2014-2020
- INTERREG V OI 2014-2020

BUDGET PRINCIPAL :

1 – prévisions budgétaires :

Les prévisions budgétaires 2016, équilibrées en dépenses et recettes, s'élève à 1 811 606 449,52 €. Elles se sont constituées à l'occasion du BP (79% du budget définitif) et deux DM (21%). A noter une DM technique pour régulariser des opérations patrimoniales en fin d'exercice.

Par rapport à 2015 (1 925 928 625,39 €) les prévisions baissent globalement de 6 % soit -4 % en fonctionnement et -7 % en investissement.

Ces évolutions sont toutefois plus contrastées selon que l'on distingue les dépenses en mouvements réels et celles en mouvements d'ordre.

2.1 – prévisions budgétaires en recettes

recettes	Prévisions 2016	Prévisions 2015	Evol 2016/2015
fonctionnement	659 483 324,15	685 192 000,00	-4%
mouv. réels	538 054 832,00	557 092 000,00	-3%
mouv. d'ordre	121 428 492,15	128 100 000,00	-5%
investissement	1 152 123 125,37	1 238 680 000,00	-7%
mouv. réels	889 969 296,16	944 832 000,00	-6%
mouv. d'ordre	262 153 829,21	293 848 000,00	-11%
TOTAL	1 811 606 449,52	1 923 872 000,00	-6%
mouv. réels	1 428 024 128,16	1 501 924 000,00	-5%
mouv. d'ordre	383 582 321,36	421 948 000,00	-9%

En mouvements réels, l'évolution des prévisions en recettes par rapport à 2015 est de -4 % en fonctionnement et -7 % en investissement.

En mouvements d'ordre, l'évolution par rapport à 2015 est de -5% en fonctionnement et -11 % en investissement.

1.2 – prévisions budgétaires en dépenses

dépenses	Prévisions 2016	Prévisions 2015	Evol 2016/2015
fonctionnement	659 483 324,15	685 192 000,00	-4%
mouv. réels	436 329 494,94	415 844 000,00	5%
mouv. d'ordre	223 153 829,21	269 348 000,00	-17%
investissement	1 152 123 125,37	1 238 680 000,00	-7%
mouv. réels	991 694 633,22	1 086 080 000,00	-9%
mouv. d'ordre	160 428 492,15	152 600 000,00	5%
TOTAL	1 811 606 449,52	1 923 872 000,00	-6%
mouv. réels	1 428 024 128,16	1 501 924 000,00	-5%
mouv. d'ordre	383 582 321,36	421 948 000,00	-9%

En mouvements réels, l'évolution des prévisions en dépenses par rapport à 2015 est en effet de 5 % en fonctionnement et -9 % en investissement.

En mouvements d'ordre, l'évolution par rapport à 2015 est de -17 % en fonctionnement et 5 % en investissement.

2 – les réalisations globales en recettes et dépenses et détermination des résultats :

2.1 – les réalisations globales de recettes :

Les prévisions de recettes en mouvements budgétaires s'élèvent à 1 811 606 449,52 € dont 1 428 024 128,16 € en mouvements réels et 383 582 321,36 € en mouvements d'ordre.

code	libellé	prévisions	réalisations	reports	2015	r/p	évol
opérations ventilées		251 245 316,00	229 843 225,48	34 773 145,00	278 993 487,78	91,5%	-17,6%
0	services généraux	41 644 000,00	28 609 466,90	10 927 000,00	83 080 429,63	68,7%	-65,6%
1	formation profession.	85 858 166,00	66 575 976,55	21 094 145,00	58 285 061,07	77,5%	14,2%
2	enseignement	55 382 200,00	59 859 614,71	852 000,00	51 247 146,46	108,1%	16,8%
3	culture sports et loisirs	2 413 750,00	2 100 976,83	0,00	45 578 269,31	87,0%	-95,4%
4	santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	11 195,04		-100,0%
5	aménagement	125 000,00	222 214,08	0,00	1 240 238,57	177,8%	-82,1%
7	environnement	0,00	83 056,28	0,00	214 055,73		-61,2%
8	transports	63 739 200,00	71 922 724,83	0,00	38 677 329,55	112,8%	86,0%
9	action économique	2 083 000,00	469 195,30	1 900 000,00	659 762,42	22,5%	-28,9%
opérations non ventilées		1 560 361 133,52	1 420 298 172,05	0,00	1 160 949 378,90	91,0%	22,3%
en mouvements réels		1 176 778 812,16	1 147 179 579,12	0,00	925 675 851,88	97%	23,9%
<i>en mouvements d'ordre</i>		<i>383 582 321,36</i>	<i>273 118 592,93</i>	<i>0,00</i>	<i>235 273 527,02</i>	<i>71,2%</i>	<i>16,1%</i>
total recettes		1 811 606 449,52	1 650 141 397,53	34 773 145,00	1 439 942 866,68	91,1%	14,6%

En mouvements réels, les réalisations s'élèvent globalement à 1 377 022 804,60 € et se décomposent en fiscalité 369 951 058,23 € (27%), dotations 134 677 064,00 € (10%), subventions 126 122 634,95 € (9%), recettes diverses 61 398 554,91 € (4%), emprunt 464 117 646,00 € (34%) et résultat antérieur 220 755 846,51 € (16%).

	prévisions	réalisations	reports	2015	r/p	évol
fiscalité	368 670 216,00	369 951 058,23	0,00	364 831 891,36	100,3%	1,4%
fiscalité directe	60 150 000,00	61 853 366,62	0,00	58 785 955,88	102,8%	5,2%
fiscalité indirecte	308 520 216,00	308 097 691,61	0,00	306 045 935,48	99,9%	0,7%
dotations Etat	134 960 000,00	134 677 064,00	0,00	138 874 053,04	99,8%	-3,0%
subventions	152 160 316,00	126 122 634,95	34 773 145,00	124 617 979,02	82,9%	1,2%
Europe	87 543 400,00	88 679 179,67	19 329 000,00	108 806 542,26	101,3%	-18,5%
Etat	64 561 916,00	36 341 916,76	15 444 145,00	12 814 297,34	56,3%	183,6%
autres	55 000,00	1 101 538,52	0,00	2 997 139,42	2002,8%	-63,2%
autres recettes	70 311 000,00	61 398 554,91	0,00	108 540 943,99	87,3%	-43,4%
produits	8 552 700,00	11 191 754,63	0,00	19 666 074,60	130,9%	-43,1%
FCTVA	57 614 000,00	49 154 696,96	0,00	42 978 485,26	85,3%	14,4%
autres	4 144 300,00	1 052 103,32	0,00	45 896 384,13	25,4%	-97,7%
emprunt	481 166 749,65	464 117 646,00	0,00	299 000 000,00	96,5%	55,2%
résultat antérieur	220 755 846,51	220 755 846,51	0,00	168 804 472,25	100,0%	30,8%
total MR	1 428 024 128,16	1 377 022 804,60	34 773 145,00	1 204 669 339,66	96,4%	14,3%

Par rapport à 2015, les recettes réelles augmentent de 14,3%. Cette forte augmentation est essentiellement due à celle des lignes emprunt (+55,2%) et résultat antérieur (+30,8%).

Les restes à réaliser en recettes s'élèvent à 34 773 145,00 € et concernent des subventions attendues de l'Europe (PO FSE 2007-2013) et de l'État.

2.2 – les réalisations globales de dépenses :

Les prévisions en crédits de paiement s'élèvent à 1 811 606 449,52 € dont 1 428 024 128,16 € en mouvements réels et 383 582 321,36 € en mouvements d'ordre.

code	libellé	prévisions	réalisations	reports	2015	r/p	évol
	opérations ventilées	989 514 553,03	931 324 322,79	0,00	976 306 580,72	94,1%	-4,6%
0	services généraux	95 699 187,98	91 639 695,96		93 320 559,44	95,8%	-1,8%
1	formation professionnelle	125 441 470,80	124 080 296,74		114 225 893,47	98,9%	8,6%
2	enseignement	181 450 249,11	175 865 406,99		150 727 245,23	96,9%	16,7%
3	culture sports et loisirs	55 161 386,24	52 100 790,36		119 053 545,79	94,5%	-56,2%
4	santé et action sociale	1 948 325,73	1 287 700,73		1 475 319,55	66,1%	-12,7%
5	aménagement	19 994 044,00	8 697 825,27		12 666 099,45	43,5%	-31,3%
7	environnement	29 703 781,00	21 798 866,17		26 082 922,56	73,4%	-16,4%
8	transports	423 139 542,37	410 752 140,48		393 979 883,93	97,1%	4,3%
9	action économique	56 976 565,80	45 101 600,09		64 775 111,30	79,2%	-30,4%
	opérations non ventilées	822 091 896,49	689 861 927,98	0,00	490 567 896,13	83,9%	40,6%
	divers chapitres	576 025,00	502 579,00		479 401,07	87,2%	4,8%
	opérations financières	217 905 938,45	196 213 144,37		92 729 117,41	90,0%	111,6%
	<i>opérations patrimoniales</i>	<i>39 000 000,00</i>	<i>39 000 000,00</i>		<i>8 220 977,03</i>	<i>100,0%</i>	<i>374,4%</i>
	<i>transferts entre section</i>	<i>344 582 321,36</i>	<i>234 118 592,93</i>		<i>227 052 549,99</i>	<i>67,9%</i>	<i>3,1%</i>
	résultat n-1	220 027 611,68	220 027 611,68		162 085 850,63	100,0%	35,7%
	total	1 811 606 449,52	1 621 186 250,77	0,00	1 466 874 476,85	89,5%	10,5%

Le total des réalisations de dépenses s'élèvent à 1 621 186 250,77 € dont 1 348 067 657,84 € en mouvements réels et 273 118 592,93 € en mouvements d'ordre.

Par rapport aux réalisations 2015, les dépenses totales (Dépenses d'ordre et réelles – en sections de fonctionnement et d'investissement) augmentent de 10,5 %. Pour ces dépenses, mais uniquement en mouvements réels, la progression est de 9,5 %.

Pour l'ensemble des sections, en application du règlement budgétaire et financier, il est proposé l'abandon systématique des crédits de paiement non utilisés en fin d'exercice.

2.3 – la détermination du résultat :

Avec l'instruction budgétaire et comptable M71, le vote du Compte Administratif et du Compte de Gestion constitue l'arrêté des comptes de la Région.

Cet arrêté des comptes permet de dégager :

- le résultat proprement dit (section de fonctionnement),
- le solde d'exécution de la section d'investissement,
- les restes à réaliser des deux sections.

Le résultat de la section de fonctionnement est constitué par le cumul du résultat de l'exercice (titres émis en recettes – mandats émis en dépenses) et du résultat reporté.

Les prévisions budgétaires étant équilibrées en dépenses et recettes, le résultat est influencé par les écarts liés au taux d'exécution ainsi que la non exécution, pendant

l'exercice, du virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement, c'est-à-dire de la capacité d'épargne dégagée en fonctionnement.

Le solde d'exécution de la section d'investissement est constitué par le cumul du solde des émissions de titres de recettes et de mandats de dépenses de l'exercice et du résultat reporté.

Ce solde complété des restes à réaliser en dépenses et recettes fait ressortir soit un besoin de financement soit un excédent de financement, sachant que le virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement n'est pas effectué dans l'exercice.

Le besoin de financement de la section d'investissement devra être couvert, lors du vote du Budget Supplémentaire, par l'affectation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement.

Ainsi déterminé, le résultat du Compte Administratif 2016 de la Région se présente comme suit :

	dépenses	recettes	résultat
Réalisations 2016	528 764 143,09	629 534 312,58	100 770 169,49
Résultat 2015 reporté	0,00	0,00	0,00
résultat de la SF	528 764 143,09	629 534 312,58	100 770 169,49
Réalisations 2016	872 394 496,00	799 851 238,44	-72 543 257,56
Résultat 2015 reporté	220 027 611,68	220 755 846,51	728 234,83
résultat de la SI	1 092 422 107,68	1 020 607 084,95	-71 815 022,73
résultat de l'exercice	1 621 186 250,77	1 650 141 397,53	28 955 146,76
restes à réaliser de la SI	0,00	7 002 000,00	7 002 000,00
résultat cumulé	1 621 186 250,77	1 657 143 397,53	35 957 146,76

La section de fonctionnement dégage un excédent de 100 770 169,49 € et la section d'investissement un déficit de 71 815 022,73 €, soit un résultat global de clôture de l'exercice de 28 955 146,76 €, conforme à celui du Compte de Gestion de Monsieur le Payeur Régional.

Ce résultat de l'exercice complété des restes à réaliser en investissement, soit 7 002 000 € en recettes, permet de dégager un résultat cumulé de 35 957 146,76 € sur l'exercice 2016.

A titre d'information, le résultat depuis 2014 a évolué comme suit :

(en millions €)

résultat	2014	2015	2016
en fonctionnement	196,5	220,8	100,8
en investissement	-162,1	-220,0	-71,8
de l'exercice	34,4	0,8	29,0
cumulé	38,3	27,0	36,0

Les dépenses réalisées en 2016 au titre de la construction de la Nouvelle Route du Littoral (soit 248 696 178,90 €), mais aussi des Grands Chantiers Régionaux et du Plan de Relance Régional ont nécessité une mobilisation d'emprunts important en 2016 soit 331 117 646 €. Le résultat de l'exercice sera affecté en partie, en 2017, au financement de la NRL par diminution du recours prévu à l'emprunt, pour cette opération, au BP 2017.

3 – les réalisations en dépenses et recettes en section de fonctionnement :

3.1 – les réalisations de dépenses de fonctionnement :

3.1.1 – engagement :

Conformément à la réglementation en vigueur et au règlement budgétaire et financier de la collectivité, les dépenses de la section de fonctionnement sont gérées en autorisations d'engagement et crédits de paiement (AE/CP) à l'exclusion des dépenses de personnel, des taxes et impôts ainsi que des intérêts de la dette.

Les autorisations d'engagement (AE) ouvertes au budget 2016 s'élèvent à 302 954 587,48 €.

Sur ce total, les AE votées au titre de la formation professionnelle et l'apprentissage, soit 125 591 608,11€ représentent 41,5% des capacités d'engagement ouvertes en fonctionnement.

ch.	fonctions	BP	prévisions	engagement	e/p	annulations	EJ	EJ/EC	2015
930	services généraux	28 139 219,71	29 237 220,04	27 372 540,71	93,6%	1 864 679,33	22 319 599,65	81,5%	24 556 264,24
931	formation professionnelle	118 777 442,11	125 591 608,11	124 383 483,69	99,0%	1 208 124,42	102 401 396,77	82,3%	110 125 989,99
932	enseignement	28 966 599,00	29 966 599,00	29 263 971,99	97,7%	702 627,01	23 032 353,38	78,7%	24 973 051,27
933	culture sports et loisirs	16 133 000,33	17 233 000,33	17 165 089,06	99,6%	67 911,27	11 423 144,13	66,5%	16 136 650,08
934	santé et action sociale	1 615 000,00	1 615 000,00	1 449 755,08	89,8%	165 244,92	1 207 357,35	83,3%	1 284 720,49
935	aménagement	3 220 000,00	3 220 000,00	1 942 084,48	60,3%	1 277 915,52	802 112,65	41,3%	2 965 448,17
937	environnement	18 575 100,00	21 719 100,00	20 999 793,32	96,7%	719 306,68	1 385 768,94	6,6%	23 562 157,75
938	transports	37 746 560,00	41 746 560,00	37 045 245,14	88,7%	4 701 314,86	37 853 709,00	102,2%	43 344 250,16
939	action économique	30 000 000,00	32 000 000,00	28 913 404,29	90,4%	3 086 595,71	21 704 126,36	75,1%	31 800 482,97
944	groupes élus	90 500,00	90 500,00	63 257,22	69,9%	27 242,78	61 545,59	97,3%	57 659,14
952	dépenses imprévues	600 000,00	535 000,00	0,00		535 000,00	0,00		
	total AE	283 863 421,15	302 954 587,48	288 598 624,98	95,3%	13 820 962,50	222 191 113,82	77,0%	278 806 674,26

Les engagements comptables effectués en 2016 (au niveau du Conseil Régional ou de la Commission Permanente) s'élèvent à 288 598 624,98€ soit un taux de réalisation de 95,3%. Par rapport à 2015, ces engagements progressent de 3,5%.

Conformément au règlement budgétaire et financier, les AE et AP non engagées comptablement en fin d'exercice sont proposées en annulation.

Les engagements juridiques indiqués ci-dessus dans le tableau, d'un montant total de 222 191 113,82€, sont ceux relatifs aux seuls engagements comptables effectués en 2016.

3.1.2 – mandatement :

En mouvements budgétaires, les prévisions de crédits de paiement inscrits en fonctionnement s'élèvent à 659 483 324,15 € dont 436 329 494,94 € en mouvements réels et 223 153 829,21 € en mouvements d'ordre.

chap	libellé	prévisions	réalisations	reports	2015	r/p	évol
	opérations ventilées	419 809 561,29	403 037 952,51	0,00	386 258 952,97	96,0%	4,3%
930	services généraux	87 756 400,14	85 769 580,82	0,00	82 799 820,97	97,7%	3,6%
931	formation professionnelle	115 700 646,55	114 745 451,34	0,00	103 545 127,70	99,2%	10,8%
932	enseignement	77 687 350,11	75 902 460,05	0,00	73 201 586,98	97,7%	3,7%
933	culture sports et loisirs	24 201 310,33	23 005 434,92	0,00	22 879 748,73	95,1%	0,5%
934	santé et action sociale	1 752 329,73	1 241 268,27	0,00	1 371 645,92	70,8%	-9,5%
935	aménagement	3 002 850,00	940 035,06	0,00	1 366 592,48	31,3%	-31,2%
937	environnement	18 468 652,00	14 503 895,50	0,00	17 262 638,20	78,5%	-16,0%
938	transports	59 200 667,70	57 534 751,00	0,00	55 148 244,75	97,2%	4,3%
939	action économique	32 039 354,73	29 395 075,55	0,00	28 683 547,24	91,7%	2,5%
	opérations non ventilées	239 673 762,86	125 726 190,58	0,00	108 362 668,78	52,5%	16,0%
940	impositions directes	5 000,00	4 987,00	0,00	4 793,00	99,7%	4,0%
941	autres impôts et taxes	5 740,00	5 739,79	0,00	0,00	100,0%	
943	opérations financières	15 943 908,65	11 251 114,57	0,00	8 459 059,12	70,6%	33,0%
944	frais des groupes d'élus	515 285,00	441 852,21	0,00	452 608,07	85,7%	-2,4%
945	provisions	50 000,00	50 000,00	0,00	22 000,00	100,0%	127,3%
946	<i>transferts entre section</i>	<i>114 278 844,15</i>	<i>113 972 497,01</i>	<i>0,00</i>	<i>99 424 208,59</i>	<i>99,7%</i>	<i>14,6%</i>
953	<i>virement à la SI</i>	<i>108 874 985,06</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,0%</i>	
	total fonctionnement	659 483 324,15	528 764 143,09	0,00	494 621 621,75	80,2%	6,9%

Les réalisations de dépenses de fonctionnement s'élèvent à 528 764 143,09 € dont 414 791 646,08 € en mouvements réels et 113 972 497,01 € en mouvements d'ordre.

Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement est de 80,2% par rapport aux prévisions totales. Pour les seules dépenses en mouvements réels il est de 95,1 %.

Par rapport aux réalisations 2015, les dépenses de fonctionnement augmentent de 6,9 %. Pour les seules dépenses en mouvements réels, la progression est de 5,0 %.

3.2 – recettes de fonctionnement :

Les prévisions s'élèvent à 659 483 324,15 € dont 538 054 832,00 € en mouvements réels et 121 428 492,15 € en mouvements d'ordre.

chap	libellé	prévisions	réalisations	reports	2015	r/p	évol
	opérations ventilées	126 236 916,00	99 316 434,93	27 771 145,00	147 973 628,00	78,7%	-32,9%
930	services généraux	41 644 000,00	28 500 350,46	10 927 000,00	82 943 890,71	68,4%	-65,6%
931	formation professionnelle	79 708 166,00	66 552 077,16	14 944 145,00	56 289 048,13	83,5%	18,2%
932	enseignement	1 250 000,00	1 897 522,39	0,00	1 602 076,29	151,8%	18,4%
933	culture sports et loisirs	658 750,00	1 016 189,07	0,00	1 088 457,22	154,3%	-6,6%
934	santé et action sociale	0,00	0,00	0,00	11 195,04		-100,0%
935	aménagement	125 000,00	0,00	0,00	1 043 238,80	0,0%	-100,0%
937	environnement	0,00	83 056,28	0,00	214 055,73		-61,2%
938	transports	768 000,00	869 502,08	0,00	4 167 348,53	113,2%	-79,1%
939	action économique	2 083 000,00	397 737,49	1 900 000,00	614 317,55	19,1%	-35,3%
	opérations non ventilées	533 246 408,15	530 217 877,65	0,00	539 743 995,26	99,4%	-1,8%
940	impositions directes	60 150 000,00	61 853 366,62	0,00	58 785 955,88	102,8%	5,2%
941	autres impôts et taxes	260 840 216,00	257 749 000,08	0,00	259 301 018,58	98,8%	-0,6%
942	dotations et participations	88 050 000,00	87 766 028,00	0,00	91 851 105,00	99,7%	-4,4%
943	opérations financières	2 755 700,00	2 681 359,03	0,00	2 068 752,40	97,3%	29,6%
945	provisions	22 000,00	22 028,00	0,00	108 822,00	100,1%	-79,8%
946	<i>transferts entre sections</i>	<i>121 428 492,15</i>	<i>120 146 095,92</i>	<i>0,00</i>	<i>127 628 341,40</i>	<i>98,9%</i>	<i>-5,9%</i>
	total fonctionnement	659 483 324,15	629 534 312,58	27 771 145,00	687 717 623,26	95,5%	-8,5%

Les réalisations de recettes de fonctionnement s'élèvent à 629 534 312,58 € dont 509 388 216,66 € en mouvements réels et 120 146 095,92 € en mouvements d'ordre.

Le taux de réalisation de ces recettes est de 95,5% par rapport aux prévisions de la section. Pour les seules recettes en mouvements réels il est de 94,7 %.

Par rapport aux réalisations 2015, les recettes de fonctionnement baisse de 8,5 %. Pour les seules recettes en mouvements réels, la baisse est de 9,1 %.

Pour comprendre cette baisse il convient d'analyser les recettes, en mouvements réelles, par grandes catégories.

	prévisions	réalisations	reports	2 015	r/p	évol.
fiscalité	365 590 216,00	366 871 450,31	0,00	362 054 650,85	100,4%	1,3%
fiscalité directe	60 150 000,00	61 853 366,62	0,00	58 785 955,88	102,8%	5,2%
CVAE	23 500 000,00	23 505 501,00	0,00	30 588 390,00	100,0%	-23,2%
IFER	3 600 000,00	3 553 113,00	0,00	3 569 790,00	98,7%	-0,5%
FNGIR	2 900 000,00	2 869 393,00	0,00	2 869 393,00	98,9%	0,0%
compensations	11 850 000,00	13 049 871,00	0,00	3 495 823,00	110,1%	273,3%
frais de gestion FLD	18 300 000,00	18 875 488,62	0,00	18 262 559,88	103,1%	3,4%
fiscalité indirecte	305 440 216,00	305 018 083,69	0,00	303 268 694,97	99,9%	0,6%
taxe carburants	124 400 000,00	125 080 897,00	0,00	126 495 712,74	100,5%	-1,1%
OM région	97 300 000,00	95 060 274,39	0,00	94 766 739,07	97,7%	0,3%
taxe transport	2 320 000,00	2 197 061,45	0,00	2 368 181,20	94,7%	-7,2%
taxe rhums	2 000 000,00	2 164 014,00	0,00	2 157 342,00	108,2%	0,3%
cartes grises	24 656 000,00	23 174 753,61	0,00	23 441 043,94	94,0%	-1,1%
permis de conduire	1 164 216,00	1 164 216,00	0,00	1 164 216,00	100,0%	0,0%
droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00		
taxe apprentissage	47 000 000,00	46 234 875,63	0,00	43 967 676,39	98,4%	5,2%
quote part TICPE	6 600 000,00	9 941 991,61	0,00	8 907 783,63	150,6%	11,6%
transferts	163 911 916,00	131 325 011,72	27 771 145,00	178 368 556,41	80,1%	-26,4%
dotations	88 050 000,00	87 766 028,00	0,00	91 963 017,04	99,7%	-4,6%
DGF forfaitaire	11 450 000,00	11 437 927,00	0,00	15 233 762,00	99,9%	-24,9%
DGF péréquation	7 250 000,00	7 264 757,00	0,00	7 264 757,00	100,2%	0,0%
formation professionnelle	0,00	0,00	0,00	0,00		
FNMDA	0,00	0,00	0,00	0,00		
CDA	0,00	0,00	0,00	111 912,04		-100,0%
DGD	69 350 000,00	69 063 344,00	0,00	69 352 586,00	99,6%	-0,4%
subventions	75 861 916,00	43 558 983,72	27 771 145,00	86 405 539,37	57,4%	-49,6%
Europe	47 960 000,00	36 039 078,82	12 327 000,00	83 968 776,37	75,1%	-57,1%
Etat	27 901 916,00	7 512 080,90	15 444 145,00	710 998,00	26,9%	956,6%
autres	0,00	7 824,00	0,00	1 725 765,00		-99,5%
produits	8 552 700,00	11 191 754,63	0,00	19 666 074,60	130,9%	-43,1%
de gestion	8 422 700,00	7 681 989,11	0,00	9 355 581,55	91,2%	-17,9%
financiers	100 000,00	249 833,44	0,00	240 401,51	249,8%	3,9%
exceptionnels	30 000,00	3 259 932,08	0,00	10 070 091,54	10866,4%	-67,6%
total RRF en MR	538 054 832,00	509 388 216,66	27 771 145,00	560 089 281,86	94,7%	-9,1%

Les recettes réelles de fonctionnement de la collectivité reposent principalement sur les recettes fiscales (68% des prévisions) et les recettes de transferts (dotations Etat et subventions) (30% des prévisions).

Les recettes fiscales réalisées en 2016 s'élèvent à 366 871 450,31 €, en progression 1,3% par rapport à l'exercice 2015.

Les recettes fiscales directes représentent 12% des recettes réelles de fonctionnement et s'élèvent à 61 853 366,62 €. Elles se composent de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER), du Fonds National de Garantie des Ressources et compensations de

fiscalité (FNGIR), des compensations ainsi que d'une fraction des frais de gestion sur fiscalité directe perçue par l'Etat.

Les recettes fiscales indirectes représentent 60 % des recettes réelles de fonctionnement et s'élèvent à 305 018 083,69 € en augmentation de 0,6 % par rapport à 2015.

Il est noter que deux montants de 361 873,00 € et 1 603 098,61 €, encaissés durant la journée complémentaire, concernant respectivement la taxe sur les permis de conduire et celle sur les certificats d'immatriculation des véhicules ont été imputés à l'exercice 2016 au lieu de l'exercice 2017. Leur réimputation sera opérée en 2017 par l'émission d'un mandat d'annulation de recettes sur l'exercice antérieur.

Les dotations versées par l'État en 2016 s'élèvent 87 766 028,00 € et se composent de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD). Elles baissent de 4,6 % par rapport à 2015 essentiellement en raison de la contribution au redressement des finances publiques qui pour la Région s'élève à 3 795 385 € en 2016.

Les subventions perçues sur 2016 s'élèvent à 43 558 983,72 € et proviennent principalement de l'Europe (36,0 M€). La réalisation de cette catégorie de recettes représentait 86,4 M€ en 2015, en baisse de 49,6 %. Les incidences du soutien de la Région Réunion au Plan 500 000 emplois se mesurent à l'effort de préfinancement demandé par l'État, car seul un tiers de la subvention aura été versé à la clôture de l'exercice 2016. Un effort de même nature est demandé pour le Fonds de Sécurisation des Parcours Professionnels (FPSPP) et le FSE.

chap.		prévisions	réalisations
930	FSE 2007-2013	7 900 000,00	11 867 032,02
930	AT 2007-2013	2 400 000,00	2 496 700,80
930	AT 2014-2020	5 600 000,00	4 474 953,35
930	POCT 2007-2013	360 000,00	633 582,43
931	FSE 2007-2013	30 300 000,00	16 244 250,22
932	FEDER 2014-2020 bourses	0,00	322 560,00
939	FEP 2007-2013	1 400 000,00	0,00
s/total UE		47 960 000,00	36 039 078,82
931	Plan 500 000 emplois	19 900 000,00	5 953 500,00
931	FPSPP	7 308 166,00	1 414 249,80
933	sport	0,00	4 331,10
933	fonctionnement CRR	120 000,00	120 000,00
933	subventions musées	73 750,00	20 000,00
939	CNC	500 000,00	0,00
s/total Etat		27 901 916,00	7 512 080,90
931	autres	0,00	7 824,00
s/total autres		0,00	7 824,00
total		75 861 916,00	43 558 983,72

Les restes à réaliser sur subventions attendues s'élèvent au total à 27 771 145 €. Ils concernent des dépenses essentiellement réalisées en 2016 ou antérieurement :

chap.	libellé	montant
930	FSE subvention globale 2007-2013	9 802 000,00
930	assistance technique 2014-2020	1 125 000,00
931	Etat plan 500 000 emplois	12 334 500,00
931	FSE formation professionnelle 2007-2013 HSG	0,00
931	fonds de sécurisation parcours professionnel	2 609 645,00
939	CNC developpement cinema et audiovisuel	500 000,00
939	FEP 2007-2013	1 400 000,00
total reports en fonctionnement		27 771 145,00

Les produits

enfin, dont la réalisation 2016 s'élève à 11 191 754,63 € sont pour l'essentiel des produits de gestion (cotisations CRR, participation pour la restauration et hébergement lycées, au financement des contrats CAE/CUI et contrats d'avenir, ...) ainsi que des produits exceptionnels (pénalités, reversements, ...).

4 – les réalisations en dépenses et recettes en section d'investissement :

4.1 - dépenses d'investissement :

4.1.1 – engagement :

Les autorisations de programme ouvertes en 2016 s'élèvent à 286 204 300,66 €.

ch.	fonctions	BP	prévisions	engagement	e/p	annulations	EJ	EJ/EC	2015
900	services généraux	14 075 930,00	14 120 930,00	7 527 841,48	53,3%	6 593 088,52	4 185 938,10	55,6%	7 868 206,88
901	formation professionnelle	15 512 271,00	15 512 271,00	11 007 619,04	71,0%	4 504 651,96	2 972 103,28	27,0%	4 023 505,18
902	enseignement	71 970 575,66	69 600 575,66	67 848 661,00	97,5%	1 751 914,66	18 474 254,25	27,2%	34 107 793,09
903	culture sports et loisirs	12 315 524,00	14 933 524,00	13 925 492,57	93,2%	1 008 031,43	8 593 003,43	61,7%	22 312 375,80
904	santé et action sociale	200 000,00	200 000,00	28 355,00	14,2%	171 645,00	6 180,00	21,8%	75 658,00
905	aménagement	9 647 600,00	10 226 000,00	8 007 145,62	78,3%	2 218 854,38	3 518 831,89	43,9%	189 705 296,41
907	environnement	9 438 000,00	9 438 000,00	9 067 825,84	96,1%	370 174,16	4 791 413,55	52,8%	4 834 177,98
908	transports	85 527 000,00	123 951 000,00	122 856 487,76	99,1%	1 094 512,24	61 286 149,14	49,9%	76 578 280,51
909	action économique	28 222 000,00	28 222 000,00	16 725 988,09	59,3%	11 496 011,91	4 966 889,91	29,7%	9 947 343,52
total AP		246 908 900,66	286 204 300,66	256 995 416,40	89,8%	29 208 884,26	108 794 763,55	42,3%	349 452 637,37

Les engagements comptables effectués s'élèvent à 256 995 416,40 € soit un taux de réalisation de 89,8%.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la collectivité, il est proposé de ne pas reporter les AP non engagées en fin d'exercice.

4.1. 2 – mandatement :

Les prévisions de crédits de paiement en section d'investissement s'élèvent 1 152 123 125,37 € en mouvements budgétaires dont 991 694 633,22 € en mouvements réels et 160 428 492,15 € en mouvements d'ordre.

chap	libellé	prévisions	réalisations	reports	2015	r/p	évol
	opérations ventilées	569 704 991,74	528 286 370,28	0,00	590 047 627,75	92,7%	-10,5%
900	services généraux	7 942 787,84	5 870 115,14	0,00	10 520 738,47	73,9%	-44,2%
901	formation profession.	9 740 824,25	9 334 845,40	0,00	10 680 765,77	95,8%	-12,6%
902	enseignement	103 762 899,00	99 962 946,94	0,00	77 525 658,25	96,3%	28,9%
903	culture sports et loisirs	30 960 075,91	29 095 355,44	0,00	96 173 797,06	94,0%	-69,7%
904	santé et action sociale	195 996,00	46 432,46	0,00	103 673,63	23,7%	-55,2%
905	aménagement	16 991 194,00	7 757 790,21	0,00	11 299 506,97	45,7%	-31,3%
907	environnement	11 235 129,00	7 294 970,67	0,00	8 820 284,36	64,9%	-17,3%
908	transports	363 938 874,67	353 217 389,48	0,00	338 831 639,18	97,1%	4,2%
909	action économique	24 937 211,07	15 706 524,54	0,00	36 091 564,06	63,0%	-56,5%
	opérations non ventilées	582 418 133,63	564 135 737,40	0,00	382 205 227,35	96,9%	47,6%
923	opérations financières	201 962 029,80	184 962 029,80	0,00	84 270 058,29	91,6%	119,5%
925	<i>opérations patrimoniales</i>	<i>39 000 000,00</i>	<i>39 000 000,00</i>	<i>0,00</i>	<i>8 220 977,03</i>	<i>100,0%</i>	<i>374,4%</i>
926	<i>transferts entre section</i>	<i>121 428 492,15</i>	<i>120 146 095,92</i>	<i>0,00</i>	<i>127 628 341,40</i>	<i>98,9%</i>	<i>-5,9%</i>
001	solde d'exécution de la SI	220 027 611,68	220 027 611,68	0,00	162 085 850,63	100,0%	35,7%
	total investissement	1 152 123 125,37	1 092 422 107,68	0,00	972 252 855,10	94,8%	12,4%

Les réalisations des dépenses en section d'investissement s'élèvent à 1 092 422 107,68 € dont 933 276 011,76 € en mouvements réels et 159 146 095,92 € en mouvements d'ordre.

Le taux de réalisation des dépenses d'investissement est de 94,8% par rapport aux prévisions totales de la section. Pour les seules dépenses en mouvements réels il est de 94,1 %.

Par rapport aux réalisations 2015, les dépenses d'investissement augmentent de 12,4 %. Pour les seules dépenses en mouvements réels, la progression est de 11,6 %.

4.2 – recettes d'investissement :

En opérations budgétaires, les prévisions de recettes en investissement pour 2016 s'élèvent à 1 152 123 125,37 € dont 889 969 296,16 € en mouvements réels et 262 153 829,21 € en mouvements d'ordre.

ch.	libellé	prévisions	réalisations	reports	2015	r/p	évol
	opérations ventilées	125 008 400,00	130 526 790,55	7 002 000,00	131 019 859,78	104,4%	-0,4%
900	services généraux	0,00	109 116,44		136 538,92		-20,1%
901	formation profes.	6 150 000,00	23 899,39	6 150 000,00	1 996 012,94	0,4%	-98,8%
902	enseignement	54 132 200,00	57 962 092,32	852 000,00	49 645 070,17	107,1%	16,8%
903	culture sports et loisirs	1 755 000,00	1 084 787,76		44 489 812,09	61,8%	-97,6%
904	santé et action sociale	0,00	0,00		0,00		
905	aménagement	0,00	222 214,08		196 999,77		12,8%
907	environnement	0,00	0,00		0,00		
908	transports	62 971 200,00	71 053 222,75		34 509 981,02	112,8%	105,9%
909	action économique	0,00	71 457,81		45 444,87		57,2%
	opérations non ventilées	1 027 114 725,37	890 080 294,40	0,00	621 205 383,64	86,7%	43,3%
921	taxes non affectées	3 080 000,00	3 079 607,92		2 777 240,51	100,0%	10,9%
922	dotations et participations	57 614 000,00	49 154 696,96		42 978 485,26	85,3%	14,4%
923	opérations financières	701 922 596,16	684 873 492,51		467 804 472,25	97,6%	46,4%
925	<i>opérations patrimoniales</i>	<i>39 000 000,00</i>	<i>39 000 000,00</i>		<i>8 220 977,03</i>	<i>100,0%</i>	<i>374,4%</i>
926	<i>transferts entre section</i>	<i>114 278 844,15</i>	<i>113 972 497,01</i>		<i>99 424 208,59</i>	<i>99,7%</i>	<i>14,6%</i>
951	<i>virement de la SF</i>	<i>108 874 985,06</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>	<i>0,0%</i>	
954	produit de cession d'immob.	2 344 300,00	0,00		0,00	0,0%	
	total investissement	1 152 123 125,37	1 020 607 084,95	7 002 000,00	752 225 243,42	88,6%	35,7%

Les réalisations s'établissent à 1 020 607 084,95 € dont 867 634 587,94 € en

mouvements réels et 152 972 497,01 € en mouvements d'ordre.

Le taux de réalisation de ces recettes est de 88,6% par rapport aux prévisions de la section. Pour les seules recettes en mouvements réels il est de 97,5 %.

	prévisions	réalisations	reports	2015	r/p	évol.
dotations	46 910 000,00	46 911 036,00	0,00	46 911 036,00	100,0%	0,0%
DRES	46 910 000,00	46 911 036,00	0,00	46 911 036,00	100,0%	0,0%
fiscalité	3 080 000,00	3 079 607,92	0,00	2 777 240,51	100,0%	10,9%
OM FRDE	3 080 000,00	3 079 607,92	0,00	2 777 240,51	100,0%	10,9%
subventions	76 298 400,00	82 563 651,23	7 002 000,00	38 212 439,65	108,2%	116,1%
Europe	39 583 400,00	52 640 100,85	7 002 000,00	24 837 765,89	133,0%	111,9%
Etat	36 660 000,00	28 829 835,86		12 103 299,34	78,6%	138,2%
autres	55 000,00	1 093 714,52	0,00	1 271 374,42	1988,6%	-14,0%
autres recettes	61 758 300,00	50 206 800,28	0,00	88 874 869,39	81,3%	-43,5%
FCTVA	57 614 000,00	49 154 696,96	0,00	42 978 485,26	85,3%	14,4%
cessions	0,00	0,00	0,00	0,00		
autres	4 144 300,00	1 052 103,32	0,00	45 896 384,13	25,4%	-97,7%
emprunt	481 166 749,65	464 117 646,00	0,00	299 000 000,00	96,5%	55,2%
résultat antérieur	220 755 846,51	220 755 846,51	0,00	168 804 472,25	100,0%	30,8%
total RRI	889 969 296,16	867 634 587,94	7 002 000,00	644 580 057,80	97,5%	34,6%

Par rapport aux réalisations 2015, les recettes d'investissement progressent de 35,7 %. Pour les seules recettes en mouvements réels, la progression est de 34,6 %. Cette dernière est essentiellement due au poste subventions reçues (+116,1%) et au poste recours à l'emprunt (+55,2%)

Les restes à réaliser s'élèvent au total à 7 002 000,00 €. Ils doivent concerner des subventions attendues pour des dépenses correspondantes déjà réalisées :

chap.	libellé	montant
901	FEDER 2014-2020 centres de formation	6 150 000,00
902	SEAS OI 2007-2013	852 000,00
total reports en investissement		7 002 000,00

III – les écritures d'ordre budgétaires:

Les opérations d'ordre budgétaires non pas d'impact sur la trésorerie tout en contribuant à l'équilibre budgétaire et à la définition du résultat.

Elles s'équilibrent en dépenses et recettes et concernent pour l'essentiel les amortissements et l'autofinancement complémentaire.

Les prévisions budgétaires pour les écritures d'ordre s'élèvent à 383 582 321,36€. Conformément à la réglementation budgétaire et comptable, l'autofinancement complémentaire (108 874 985,06€) est prévu mais n'est pas réalisé dans l'exercice.

De ce fait la section de fonctionnement dégage un résultat fortement positif et la section d'investissement un déficit. Une délibération spéciale, proposée par ailleurs,

affectera en priorité le résultat de fonctionnement à la couverture du déficit d'investissement.

Les écritures d'ordre constatées en 2016 sont les suivantes :

chap.		dépenses		recettes	
		prévisions	réalisations	prévisions	réalisations
	fonctionnement	223 153 829,21	113 972 497,01	121 428 492,15	120 146 095,92
946	neutralisation amortissement			80 635 000,00	80 610 578,61
946	reprise subvention			40 584 000,00	39 326 025,16
946	différence sur réalisations immo.			209 492,15	209 492,15
946	amortissement	111 413 652,00	111 107 304,86		
946	différence sur réalisations	2 165 955,01	2 165 955,01		
946	cessions immobilisations	699 237,14	699 237,14		
953	autofinancement complémentaire	108 874 985,06	0,00		
	investissement	160 428 492,15	159 146 095,92	262 153 829,21	152 972 497,01
925	régularisation emprunt	39 000 000,00	39 000 000,00	39 000 000,00	39 000 000,00
926	neutralisation amortissement	80 610 712,56	80 610 578,61		
926	reprise subvention	40 608 287,44	39 326 025,16		
926	différence sur réalisations immo.	209 492,15	209 492,15		
926	autofinancement complémentaire			108 874 985,06	0,00
926	cessions immobilisations			699 237,14	699 237,14
926	différence sur réalisations			2 165 955,01	2 165 955,01
926	amortissement			111 413 652,00	111 107 304,86
	total	383 582 321,36	273 118 592,93	383 582 321,36	273 118 592,93

La régularisation d'emprunt concerne un préfinancement de la recette FCTVA 2016 par la CDC qui doit réglementairement être imputé sur un compte de la classe 10.

IV – conditions d'équilibre budgétaire et analyse financière :

Vous voudrez bien trouver en annexe une présentation détaillée par sous-budget (FIRT et autres secteurs) des conditions de l'équilibre budgétaire ainsi qu'une analyse financière du compte administratif également par sous budget.

L'intérêt des tableaux d'équilibre budgétaire et d'analyse financière est de préciser les conditions d'équilibre du budget compte tenu des recettes affectées règlementairement (dont la taxe spéciale sur la consommation de carburant) au financement des travaux routiers en distinguant deux sous-budgets : sous-budget FIRT et sous-budget Autres Secteurs.

Ils mettent également en évidence les soldes intermédiaires de gestion que sont les différents niveaux d'épargne : épargne de gestion, épargne brute et épargne nette.

Il ressort de ces tableaux que si le niveau d'épargne est élevé dans le budget global avec une épargne brute de 94,596 M€ au CA 2016, ce niveau élevé est essentiellement le fait du sous-budget FIRT (épargne brute de 111,654 M€) alors que le sous-budget autres secteurs dégage une épargne brute de (-) 17,058 M€.

Le niveau d'épargne brute conditionnant la capacité d'emprunt, cette dernière devrait être quasiment nulle pour le sous-budget autres secteurs alors qu'elle reste élevée pour le sous-budget FIRT.

V – trajectoire d'équilibre :

Par rapport à la trajectoire d'équilibre présentée en 2012, les ratios prudentiels, que sont l'épargne et la capacité de désendettement, ont évolué depuis 2013 comme suit :

	TE 2012				CA Région			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
recettes réelles de fonctionnement	506,1	526,0	533,2	540,6	522,4	558,4	560,1	509,4
dépenses réelles d'exploitation	349,8	356,2	362,7	367,7	362,8	385,3	386,7	403,5
épargne de gestion	156,3	169,8	170,5	172,9	159,5	173,1	173,4	105,9
intérêts dette	9,5	9,5	12,3	13,7	10,1	9,2	8,5	11,3
épargne brute	146,8	160,3	158,2	159,2	149,4	163,9	164,9	94,6
remboursement dette	20,0	20,7	22,7	37,7	19,9	19,9	19,9	52,0
épargne nette	126,8	139,6	135,5	121,5	129,5	144,0	145,0	42,6
dépenses d'équipement	310,1	309,1	414,2	568,5	281,0	440,5	590,0	528,3
recettes propres d'investissement	163,5	108,3	143,0	213,7	154,0	104,0	176,8	182,8
recours à l'emprunt	19,8	61,3	175,1	193,9	0,0	62,4	299,0	331,1
fonds de roulement final	0,0	0,0	0,0	0,0	160,2	34,4	0,7	29,0
endettement	321,9	362,4	514,8	671,0	308,5	350,9	565,7	825,3
dette/EB	2,0	2,1	2,8	4,0	2,1	2,1	3,4	8,7

En résumé de l'exercice comptable 2016, le fait marquant à retenir est la sensibilité du budget au retour des recettes liées aux préfinancement que la Région a accepté de prendre à sa charge (FSE, Plan 500 000 emplois, ...).

Les évolutions de ces recettes réelles de fonctionnement sont donc à surveiller étroitement ; de même, les perspectives en matière de dépenses de fonctionnement devront être soigneusement analysées dans le cadre de la nouvelle réflexion en cours sur la Trajectoire d'Equilibre afin de maintenir une capacité de désendettement dans les limites admises par les établissements financiers.

BUDGETS ANNEXES

I – production et distribution énergie

Par délibération en date du 07/11/2013, le Conseil Régional a décidé de suivre dans un budget annexe les opérations de vente d'énergie produite par l'installation hydroélectrique des Bras des Lianes, la redevance d'occupation du domaine public versée par des prestataires privés au titre de la mise à disposition de toitures de certains lycées pour l'exploitation de panneaux photovoltaïques ainsi que les prochaines reventes d'électricité produite à partir des panneaux photovoltaïques du CPOI et de certains lycées, ceci afin de faciliter le suivi des opérations qui sont assujetties de plein droit à la TVA.

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
011	charges à caractère général	294 842,67	76 549,56	0,00			
012	charges de personnel	50 000,00	24 176,73	0,00			
65	Autres charges gestion courante	100,00		0,00			
69	impôts	19 000,00		0,00			
70	redevance perçues				242 000,00	156 329,06	0,00
75	produits gestion courante				100,00		0,00
002	résultat de fonctionnement n-1				121 842,67	121 842,67	0,00
	total fonctionnement	363 942,67	100 726,29	0,00	363 942,67	278 171,73	0,00

Ce budget annexe dégage fin 2016, un résultat de fonctionnement de 177 445,44 €.

II – interventions sous forme de DSP (musées régionaux)

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les règles d'assujettissement à la TVA applicables aux collectivités qui mettent en affermage l'exploitation d'un service public ont été modifiées, de même que les modalités de récupération de la TVA payée lors de l'acquisition ou de la construction des équipements affermés.

Le nouveau dispositif prévoit que les collectivités qui mettent à disposition de leur délégataire, à titre onéreux (c'est à dire contre versement d'une redevance), les investissements nécessaires à l'exploitation du service, sont assujetties à TVA. Du fait de cet assujettissement, les collectivités doivent soumettre les redevances à la TVA. En contrepartie, elles pourront « récupérer » la TVA payée en exerçant directement leur droit à déduction.

La redevance annuelle perçue par la Région de la SPL Réunion des Musées Régionaux pour l'exploitation des structures muséales régionales entre dans le champ d'application de ce dispositif.

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
002	résultat n-1				35 560,00	35 560,00	0,00
012	charges de personnel	50 000,00	47 869,14	0,00			
65	charges de gestion	100,00	0,00	0,00			
69	impôts	32 000,00	0,00	0,00			
75	produits de gestion courante				373 100,00	68 650,00	0,00
023	virement à la SI	326 560,00	0,00	0,00			
	total fonctionnement	408 660,00	47 869,14	0,00	408 660,00	104 210,00	0,00
021	virement de la SF				326 560,00	0,00	0,00
13	subventions d'investissement				1 393 000,00	0,00	0,00
16	emprunts et dettes	2 500 000,00		2 500 000,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00
23	immobilisations en cours	1 719 560,00		0,00			0,00
	total investissement	4 219 560,00	0,00	2 500 000,00	4 219 560,00	0,00	2 500 000,00
	total DSP musées	4 628 220,00	47 869,14	2 500 000,00	4 628 220,00	104 210,00	2 500 000,00

Ce budget annexe dégage fin 2016, un résultat de fonctionnement de 56 340,86€.

BUDGETS CONSOLIDES : budget principal + budgets annexes

	dépenses		recettes		résultat consolidé
	prévisions	réalisations	prévisions	réalisations	
fonctionnement	660 255 926,82	528 912 738,52	660 255 926,82	629 916 694,31	101 003 955,79
budget principal	659 483 324,15	528 764 143,09	659 483 324,15	629 534 312,58	100 770 169,49
BA énergie	363 942,67	100 726,29	363 942,67	278 171,73	177 445,44
BA DSP	408 660,00	47 869,14	408 660,00	104 210,00	56 340,86
investissement	1 156 342 685,37	1 092 422 107,68	1 156 342 685,37	1 020 607 084,95	-71 815 022,73
budget principal	1 152 123 125,37	1 092 422 107,68	1 152 123 125,37	1 020 607 084,95	-71 815 022,73
BA énergie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BA DSP	4 219 560,00	0,00	4 219 560,00	0,00	0,00
total	1 816 598 612,19	1 621 334 846,20	1 816 598 612,19	1 650 523 779,26	29 188 933,06

Le budget consolidé dégage un résultat global de 29 188 933,06 € conforme à celui du compte de gestion 2016 de M. le Payeur Régional.

BUDGETS AUTONOMES

I - PO FEDER (2014-2021)

Dans le cadre de sa fonction d'Autorité de Gestion pour le FEDER convergence 2014-2020, le Conseil Régional a décidé, par délibération en date du 17 octobre 2014 de suivre, dans un budget doté de l'autonomie financière, les opérations relatives aux fonds FEDER sous la nomenclature budgétaire et comptable M71 en valorisant la fonction 6.

A cette occasion le Conseil Régional a engagé comptablement une capacité d'engagement de 1 130,4 M€. L'exécution fin 2016 des prévisions de dépenses et recettes est la suivante :

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
936	gestion des fonds européens	45 661 451,00	9 719 123,42	35 942 327,58	46 500 000,00	652 485,12	45 847 514,88
002	résultat fonctionnement n-1	838 549,00	838 549,00				
	total fonctionnement	46 500 000,00	10 557 672,42	35 942 327,58	46 500 000,00	652 485,12	45 847 514,88
906	gestion des fonds européens	256 200 000,00	18 249 458,91	237 950 541,09	224 321 139,09	36 595 851,02	187 725 288,07
923	dettes et autres opérations financières				10 626 286,97	10 626 286,97	0,00
001	résultat investissement n-1				21 252 573,94	21 252 573,94	0,00
	total investissement	256 200 000,00	18 249 458,91	237 950 541,09	256 200 000,00	68 474 711,93	187 725 288,07
	total budget FEDER	302 700 000,00	28 807 131,33	273 892 868,67	302 700 000,00	69 127 197,05	233 572 802,95

Ce budget autonome dégage fin 2016, un résultat de fonctionnement de (-) 9 905 187,30€ et un résultat d'investissement de 50 225 253,02€. Le déficit de fonctionnement sera reporté et équilibré dans le cadre du budget supplémentaire/DM1 de l'exercice 2017.

II – PO - INTERREG V OI (2014-2020)

Dans le cadre de sa fonction d'Autorité de Gestion pour la gestion des fonds européens INTERREG V OI (2014-2020), le Conseil Régional a, par délibération en date du 10 avril 2015, décidé d'en assurer le suivi à partir d'un budget doté de l'autonomie financière sous la nomenclature budgétaire et comptable M71 en valorisant la fonction 6.

A cette occasion le Conseil Régional a engagé comptablement une capacité d'engagement de 63,2 M€. L'exécution fin 2016 des prévisions de dépenses et recettes est la suivante :

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
936	gestion des fonds européens	10 665 000,00	1 403 190,57	9 261 809,43	10 665 000,00	1 263 147,74	9 401 852,26
002	résultat fonctionnement n-1				0,00	0,00	0,00
	total fonctionnement	10 665 000,00	1 403 190,57	9 261 809,43	10 665 000,00	1 263 147,74	9 401 852,26
906	gestion des fonds européens	3 711 295,48	0,00	2 448 147,61	553 426,00		553 426,00
923	dettes et autres opérations financières				1 894 721,74	631 573,87	
001	résultat investissement n-1				1 263 147,74	1 263 147,74	0,00
	total investissement	3 711 295,48	0,00	2 448 147,61	3 711 295,48	1 894 721,61	553 426,00
	total budget POCT	14 376 295,48	1 403 190,57	11 709 957,04	14 376 295,48	3 157 869,35	9 955 278,26

Ce budget autonome dégage fin 2016, un résultat de fonctionnement de (-) 140 042,83€ et un résultat d'investissement de 1 894 721,61€. Le déficit de fonctionnement sera reporté et équilibré dans le cadre du budget supplémentaire/DM1 de l'exercice 2017.

EQUILIBRE BUDGETAIRE

BUDGET principal	prévisions	réalisations	reports
recettes fonctionnement	659 483 324,15	629 534 312,58	31 889 000,00
fiscalité	365 590 216,00	366 871 450,31	0,00
transferts et recettes diverses	172 464 616,00	142 516 766,35	31 889 000,00
neutralisation amortissement	80 635 000,00	80 610 578,61	0,00
reprise subvention	40 584 000,00	39 326 025,16	0,00
cessions	209 492,15	209 492,15	0,00
résultat N-1	0,00	0,00	0,00
dépenses fonctionnement	659 483 324,15	528 764 143,09	0,00
interventions+intérêts dette	436 329 494,94	414 791 646,08	0,00
amortissement	111 413 652,00	111 107 304,86	0,00
cessions	2 865 192,15	2 865 192,15	0,00
autofinancement complémentaire	108 874 985,06	0,00	0,00
recettes investissement	1 152 123 125,37	1 020 607 084,95	7 002 000,00
transferts et recettes diverses	188 046 700,00	182 761 095,43	7 002 000,00
emprunts LT	481 166 749,65	464 117 646,00	0,00
amortissement	111 413 652,00	111 107 304,86	0,00
cessions	39 000 000,00	39 000 000,00	0,00
autofinancement complémentaire	108 874 985,06	0,00	0,00
opérations patrimoniales	2 865 192,15	2 865 192,15	0,00
résultat N-1	220 755 846,51	220 755 846,51	0,00
dépenses investissement	1 152 123 125,37	1 092 422 107,68	0,00
interventions+capital dette	771 667 021,54	713 248 400,08	0,00
neutralisation amortissement	80 610 712,56	80 610 578,61	0,00
cessions	209 492,15	209 492,15	0,00
amortissement subventions	40 608 287,44	39 326 025,16	0,00
opérations patrimoniales	39 000 000,00	39 000 000,00	0,00
résultat N-1	220 027 611,68	220 027 611,68	0,00
recettes mvts réels	1 428 024 128,16	1 377 022 804,60	38 891 000,00
dépenses mvts réels	1 428 024 128,16	1 348 067 657,84	0,00
mouvements d'ordre	383 582 321,36	273 118 592,93	0,00
recettes mvts budg.	1 811 606 449,52	1 650 141 397,53	38 891 000,00
dépenses mvts budg.	1 811 606 449,52	1 621 186 250,77	0,00
dont FIRT	prévisions	réalisations	reports
recettes fonctionnement	267 147 580,52	151 484 305,08	0,00
fiscalité	124 400 000,00	125 080 897,00	0,00
transferts et recettes diverses	26 293 906,00	26 403 408,08	0,00
neutralisation amortissement	0,00	0,00	0,00
reprise subvention	0,00	0,00	0,00
cessions	0,00	0,00	0,00
résultat N-1	116 453 674,52	0,00	0,00
dépenses fonctionnement	267 147 580,52	39 829 563,76	0,00
interventions+intérêts dette	44 642 981,62	39 829 563,76	0,00
amortissement	0,00	0,00	0,00
cessions	0,00	0,00	0,00
autofinancement complémentaire	222 504 598,90	0,00	0,00
recettes investissement	805 083 326,66	602 898 631,51	0,00
transferts et recettes diverses	97 153 256,14	105 090 964,06	0,00
emprunts LT	377 617 804,17	390 000 000,00	0,00
amortissement	0,00	0,00	0,00
cessions	0,00	0,00	0,00
autofinancement complémentaire	222 504 598,90	0,00	0,00
opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
résultat N-1	107 807 667,45	107 807 667,45	0,00
dépenses investissement	805 083 326,66	777 640 841,47	0,00
interventions+capital dette	534 314 647,88	506 872 162,69	0,00
neutralisation amortissement	0,00	0,00	0,00
reprise subvention	0,00	0,00	0,00
cessions	0,00	0,00	0,00
opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
résultat N-1	270 768 678,78	270 768 678,78	0,00
recettes mvts réels	849 726 308,28	754 382 936,59	0,00
dépenses mvts réels	849 726 308,28	817 470 405,23	0,00
mouvements d'ordre	222 504 598,90	0,00	0,00
recettes mvts budg.	1 072 230 907,18	754 382 936,59	0,00
dépenses mvts budg.	1 072 230 907,18	817 470 405,23	0,00
dont AUTRES SECTEURS	prévisions	réalisations	reports
recettes fonctionnement	392 335 743,63	478 050 007,50	31 889 000,00
fiscalité	241 190 216,00	241 790 553,31	0,00
transferts et recettes diverses	146 170 710,00	116 113 358,27	31 889 000,00
neutralisation amortissement	80 635 000,00	80 610 578,61	0,00
reprise subvention	40 584 000,00	39 326 025,16	0,00
cessions	209 492,15	209 492,15	0,00
résultat N-1	-116 453 674,52	0,00	0,00
dépenses fonctionnement	392 335 743,63	488 934 579,33	0,00
interventions+intérêts dette	391 686 513,32	374 962 082,32	0,00
amortissement	111 413 652,00	111 107 304,86	0,00
cessions	2 865 192,15	2 865 192,15	0,00
autofinancement complémentaire	-113 629 613,84	0,00	0,00
recettes investissement	347 039 798,71	417 708 453,44	7 002 000,00
transferts et recettes diverses	90 893 443,86	77 670 131,37	7 002 000,00
emprunts LT	103 548 945,48	74 117 646,00	0,00
amortissement	111 413 652,00	111 107 304,86	0,00
cessions	39 000 000,00	39 000 000,00	0,00
autofinancement complémentaire	-113 629 613,84	0,00	0,00
opérations patrimoniales	2 865 192,15	2 865 192,15	0,00
résultat N-1	112 948 179,06	112 948 179,06	0,00
dépenses investissement	347 039 798,71	314 781 266,21	0,00
interventions+capital dette	237 352 373,66	206 376 237,39	0,00
neutralisation amortissement	80 610 712,56	80 610 578,61	0,00
reprise subvention	209 492,15	209 492,15	0,00
cessions	40 608 287,44	39 326 025,16	0,00
opérations patrimoniales	39 000 000,00	39 000 000,00	0,00
résultat N-1	-50 741 067,10	-50 741 067,10	0,00
recettes mvts réels	578 297 819,88	622 639 868,01	38 891 000,00
dépenses mvts réels	578 297 819,88	530 597 252,61	0,00
mouvements d'ordre	158 212 530,31	270 253 400,78	0,00
recettes mvts budg.	736 510 350,19	892 893 268,79	38 891 000,00
dépenses mvts budg.	736 510 350,19	800 850 653,39	0,00
résultat de fonctionnement	0,00	100 770 169,49	31 889 000,00
résultat d'investissement	0,00	-71 815 022,73	7 002 000,00
résultat Budget	0,00	28 955 146,76	38 891 000,00
résultat de fonctionnement	0,00	111 654 741,32	0,00
résultat d'investissement	0,00	-174 742 209,96	0,00
résultat Fonds Routier	0,00	-63 087 468,64	0,00
résultat de fonctionnement	0,00	-10 884 571,83	31 889 000,00
résultat d'investissement	0,00	102 927 187,23	7 002 000,00
résultat Autres Secteurs	0,00	92 042 615,40	38 891 000,00

ANALYSE BUDGETAIRE

BUDGET principal	CA 2015	CA 2016	évol.
recettes réelles de fonctionnement	560 089 281,86	509 388 216,66	-9,1%
dont fiscalité	362 054 650,85	366 871 450,31	1,3%
dont transferts (dotations/subventions)	178 368 556,41	131 325 011,72	-26,4%
dont recettes diverses (produits)	19 666 074,60	11 191 754,63	-43,1%
charges courantes de fonctionnement	386 738 354,04	403 540 531,51	4,3%
dont personnel (012)	128 962 534,43	139 380 518,66	8,1%
épargne de gestion	173 350 927,82	105 847 685,15	-38,9%
intérêts (ch.943)	8 459 059,12	11 251 114,57	33,0%
épargne brute	164 891 868,70	94 596 570,58	-42,6%
remboursement dette (article 16)	19 917 118,29	51 962 029,80	160,9%
remboursement anticipé	64 352 940,00	133 000 000,00	106,7%
épargne nette (hors remb. anticipé)	144 974 750,41	42 634 540,78	-70,6%
recettes réelles d'investissement	475 775 585,55	513 878 741,43	8,0%
dont transferts et recettes diverses	176 775 585,55	182 761 095,43	3,4%
dont emprunt (hors remb. anticipé)	299 000 000,00	331 117 646,00	10,7%
total ressources d'investissement	556 397 395,96	556 513 282,21	0,0%
dépenses réelles d'investissement (hors 16)	590 047 627,75	528 286 370,28	-10,5%
variation fonds de roulement	-33 650 231,79	28 226 911,93	-183,9%
fonds de roulement initial	34 378 466,62	728 234,83	-97,9%
fonds de roulement final	728 234,83	28 955 146,76	3876,1%
dont FONDS ROUTIER	CA 2015	CA 2016	évol.
recettes réelles de fonctionnement	153 133 812,27	151 484 305,08	8,4%
dont fiscalité	126 495 712,74	125 080 897,00	10,0%
dont transferts	25 533 906,00	25 533 906,00	1,2%
dont recettes diverses	1 104 193,53	869 502,08	3,2%
charges courantes de fonctionnement	28 329 706,73	28 707 879,72	1,3%
dont personnel (012)	18 649 161,49	19 324 876,67	3,9%
épargne de gestion	124 804 105,54	122 776 425,36	10,2%
intérêts (article 66)	8 350 431,02	11 121 684,04	0,5%
épargne brute	116 453 674,52	111 654 741,32	10,9%
remboursement dette (article 16)	16 000 000,00	46 786 591,20	0,0%
remboursement anticipé	64 352 940,00	133 000 000,00	-29,0%
épargne nette (hors remb. anticipé)	100 453 674,52	64 868 150,12	-6380,4%
recettes réelles d'investissement	325 081 506,23	362 090 964,66	84,3%
dont transferts et recettes diverses	61 081 506,23	105 090 964,66	160,6%
dont emprunt (hors remb. anticipé)	264 000 000,00	257 000 000,00	72,6%
total ressources d'investissement	361 182 240,75	426 959 114,78	106,6%
dépenses réelles d'investissement (hors 16)	338 111 415,81	327 085 571,49	25,3%
variation fonds de roulement	23 070 824,94	99 873 543,29	-124,3%
fonds de roulement initial	-177 385 829,20	-154 315 004,26	115,4%
fonds de roulement final	-154 315 004,26	-54 441 460,97	-13,0%
dont AUTRES SECTEURS	CA 2015	CA 2016	évol.
recettes réelles de fonctionnement	406 955 469,59	357 903 911,58	-2,4%
dont fiscalité	235 558 938,11	241 790 553,31	24,5%
dont transferts	152 834 650,41	105 791 105,72	-28,3%
dont recettes diverses	18 561 881,07	10 322 252,55	26,6%
charges courantes de fonctionnement	358 408 647,31	374 832 651,79	0,3%
dont personnel (012)	110 313 372,94	120 055 641,99	9,0%
épargne de gestion	48 546 822,28	-16 928 740,21	-18,8%
intérêts (article 66)	108 628,10	129 430,53	-87,5%
épargne brute	48 438 194,18	-17 058 170,74	-17,8%
remboursement dette (article 16)	3 917 118,29	5 175 438,60	0,5%
remboursement anticipé	0,00	0,00	
épargne nette (hors remb. anticipé)	44 521 075,89	-22 233 609,34	-19,1%
recettes réelles d'investissement	150 694 079,32	151 787 776,77	87,1%
dont transferts et recettes diverses	115 694 079,32	77 670 130,77	43,7%
dont emprunt (hors remb. anticipé)	35 000 000,00	74 117 646,00	
total ressources d'investissement	195 215 155,21	129 554 167,43	44,0%
dépenses réelles d'investissement (hors 16)	251 936 211,94	201 200 798,79	47,6%
variation fonds de roulement	-56 721 056,73	-71 646 631,36	61,6%
fonds de roulement initial	211 764 295,82	155 043 239,09	-14,2%
fonds de roulement final	155 043 239,09	83 396 607,73	-26,8%